



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

Rapport semestriel sur l'état d'avancement

Période couverte	Juillet - décembre 2012	
Numéro du projet et le titre du programme	PBF/BDI/A-9 : Consolidation de la paix à travers l'appui à la réintégration socio-économique durable en faveur des personnes affectées par le conflit	
ID Project	00079938	
Agences bénéficiaires:	BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR	
Lieu :	BUBANZA, BUJUMBURA RURAL, CIBITOKÉ	
Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre ; Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ; Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation ; Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ; Ministère de l'Intérieur 2. BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR 3. CNTB, Ligue Iteka, BMCM, ABAVANDIMWE, CACERISE, PARESI, DPAAE, Centre Formation Rurale, SRDI, DPAAE, ECT.... 	
Date d'approbation par le Comité de Pilotage:	16 juin 2011	
Budget total alloué	US\$ 10, 000,000.00 dont US\$ 800,000.00 provenant du solde des anciens projets clôturés	
Engagements¹ en US\$	US\$ 331,603.82	% fonds engagés / budget total alloué : 3.32%
Dépenses effectives²	US\$ 3,271,545.53	% de fonds dépensés / budget total alloué : 32.72%
Fonds engagés (Engagements et dépenses effectives)	US\$ 3,603,149.35	% Fonds engagés/budget total alloué : 36.04%
Date de clôture prévue:	31 septembre 2013	Retard enregistré : 7 mois dû à la mise en place tardive de l'Unité de gestion.

¹ Engagements : contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières pour lesquels les paiements n'ont pas encore été effectués.

<p>Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels): Les communautés, les structures étatiques et les organisations de la société civile au niveau local prennent en charge les besoins de relèvement socio-économique et participent effectivement au processus de consolidation de la paix et de la réintégration durable.</p>	<p>Domaine de priorité d'investissement : Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité de genre (Axe 1 du CSLP-II)</p> <p>Résultat stratégique : Les groupes vulnérables sont réintégrés et réinsérés dans la sphère sociale et économique (Axe 2 & 3 du CSLP II)</p>	
--	---	--

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
<p>Effet 1 : La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaires pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire pour fournir des services de qualité.</p>		
<p>Produit 1.1. La structure de coordination (Groupe Sectoriel Réintégration et Relèvement Communautaire) est renforcée en Matériel, Supervision et suivi, Capacité technique, Formation</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • % (M/F) du personnel du MSNDPHG et Points focaux en réintégration formés en matière de planification participative ; 	<p>Résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités opérationnelles du Secrétariat à la coordination du Groupe Sectoriel Relèvement communautaire, Rapatriement et Réintégration sont renforcées et la communication sur la Stratégie Nationale de réintégration socio-économique des personnes affectées par le conflit est assurée. <p>Principales réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacités opérationnelles du Secrétariat à la coordination du Groupe Sectoriel RCRR renforcées par : <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'appui technique et logistique continu pour l'organisation et la tenue des réunions du Groupe Sectoriel Relèvement communautaire, Rapatriement et Réintégration ; ✓ L'élaboration d'un plan de renforcement des capacités du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre 	<p>Contraintes</p> <p>Le Ministère va démanger vers de nouveaux locaux, ce qui retarde la réhabilitation et l'équipement des bureaux de Coordination.</p> <p>Solutions proposées</p> <p>Renforcer le suivi auprès du Ministère.</p>

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une base de données fonctionnelle sur les RDExC ; Niveau de fonctionnement des groupes de travail. 	<p>(SNDPHG) pour la Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration en finalisation;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La conception d'une base des données qui renforcera les capacités du MSNDPHG en matière de planification, de gestion, de suivi et de coordination des activités d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration. ✓ La création de Groupes technique de travail provinciaux pour la villagisation pour assurer un suivi de proximité. 	
<p>Produit 1.2. Les structures décentralisées, provinciales et communales sont renforcées pour répondre aux besoins de réintégration socio-économique des populations affectées par le conflit et le relèvement communautaire.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de livrets de la Stratégie Nationale de Réintégration distribués; Nombre de structures locales appuyées dans la résolution pacifique des conflits. Nombre de conflits résolus par la CNTB et les structures locales (Bashingantahe). 	<p>Résultats attendus</p> <ul style="list-style-type: none"> Les capacités opérationnelles et techniques des Comités provinciaux de développement, des Comités communaux de développement communautaire et de la Commission Nationale des Terres et Autres Biens (CNTB) sont renforcées. <p>Principales réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> Elaboration d'une série de guides sur les pratiques de réintégration pour faciliter le travail des partenaires de mise en œuvre dans l'identification des bénéficiaires, le suivi et l'évaluation ; Capacités opérationnelles de 3 Comité provinciaux de développement et 12 Comités communaux de développement communautaire renforcées pour assurer la coordination et un suivi de proximité par la remise du matériel informatique, du mobilier de bureau et du matériel roulant (3 ordinateurs, 3 imprimantes, 3 photocopieuses, 3 vidéoprojecteurs, 3 Motos et 12 vélos). Le matériel roulant a été compété par un don du PNUD de 176 vélos au CCDC soit 8 vélos par CCDC. 80 cadres, agents de la CNTB, collaborateurs communaux, partenaires du secteur de la Justice et de la Police, leaders locaux sont formés en matière de résolution pacifique des conflits. La cohésion sociale est accrue au sein du groupe cible : 1,407 nouveaux conflits fonciers enregistrés par la CNTB, 1,485 conflits résolus dont 44% des à l'amiable, 30 % par décision et 26% des conflits sont orientés ailleurs vers d'autres mécanismes de médiation. 	

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
<p>Produit 1.3. : Les Groupes réintégré vivent progressivement en harmonie avec les communautés d'accueil en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de services communautaires exécutés ensemble et cogéré par la population d'accueil et les RDExC ; • % des ex-enfants soldats ayant bénéficié de la réintégration • % d'adultes associés (H/F) réintégré. • % des rapatriés (H/F) réintégré. <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une base de données exhaustive des personnes déplacées internes du pays 	<p>Résultats attendus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La population est sensibilisée à travers une campagne médiatique et des activités socio-culturelles centrées sur la cohabitation pacifique et les droits de la personne humaine. • Un rapport de profilage des personnes déplacées internes est produit. <p>Principales réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une proposition d'un plan d'action de communication pour 2013 est en cours d'élaboration ; • Appropriation des objectifs du micro projet d'animation socioculturelle par 22 Conseillers Techniques communaux, 3 Conseillers Socioculturels des Gouverneurs et 44 représentants des jeunes par le biais de 3 ateliers provinciaux d'échange et de validation des critères d'identification des bénéficiaires, des procédures d'enregistrement, des règlements de compétitions pour les jeux traditionnels, les poèmes et théâtres, les chants et danses ; • 66 encadreurs des jeunes RDExC issus des trois provinces dont 1/3 sont des conseillers communaux ont suivi des formations portant sur l'Animation Communautaire; les Droits de l'Homme, la Cohabitation Pacifique et la Réintégration ; • Cohésion sociale accrue au sein du groupe cible par l'organisation d'activités socioculturelles autour des thèmes de la cohabitation pacifique et des droits de l'Homme. Dans ce cadre, ont été organisés : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 22 groupes culturels, ✓ 3 caravanes mobiles d'animation communautaire, ✓ 3 compétitions culturelles • L'implication du groupe cible dans les activités de reconstruction communautaire (3 villages ruraux intégrés, adduction d'eau potable, 3 centres Jeunes) a permis à 665 RDExC et personnes vulnérables dont 254 femmes de bénéficier d'emplois temporaires de 3 mois au cours duquel les bénéficiaires ont également participé à 18 séances de sensibilisation sur les thèmes ci-haut cités. <ul style="list-style-type: none"> • Le rapport sur le profilage des Personnes déplacées Internes (PDI) en cours de validation permettra de préparer une proposition de politique de solutions durables pour les personnes déplacées internes. 	<p>Contraintes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Non implication des représentants Centres Jeunes au départ et non respect des critères d'identification dans certaines localités. <p>Solutions proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Implication active des Conseillers Techniques chargés des affaires administratives ▪ Collaboration entre les jeunes encadreurs formés avec les autres jeunes dynamiques au niveau communal qui n'ont pas eu la chance d'être formés comme encadreurs. ▪ Rappel continu des consignes et règlement dans tout le processus.

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
<p>Effet 2 : Les communautés, y-compris les RDExC et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement et elles participent effectivement à la gestion et assurent les services sociaux de base.</p>		
<p>Produits 2.1 : L'accès aux services sociaux de base est assuré pour les RDExC et autres groupes vulnérables (soins de santé primaire accessibles, eau, hygiène et assainissement effectif, scolarisation accessible et fonctionnelle dans les communautés d'accueil)</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de structures d'hygiène et assainissement réhabilitées • Nombre de kms de réseau d'eau réapprovisionnés • Nombre de kms de réseau d'eau construits • % de la population ayant accès à l'eau potable 	<p>Résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une évaluation participative de la situation en matière d'eau et assainissement des communautés ciblées est menée et un approvisionnement en eau potable des communautés ciblées est assuré. <p>Principales réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une évaluation des besoins a été réalisée dans les 3 provinces ; • 95 sources aménagées dont 50 à Bujumbura Rural et 45 à Bubanza; • 4 Réservoirs construits à Cbitoke ; • 13 bornes fontaines aménagées à Cbitoke; • Travaux en cours de finalisation pour le captage de 2 sources d'eau, la réhabilitation de 23 Km du réseau d'adduction d'eau potable et l'alimentation en eau potable sur 1,227 Km dans les 3 provinces ; • 161 comités de gestion de l'eau sont mis en place et les formations de ces derniers sont en cours ; • Sensibilisation d'environ 450 personnes usagers d'eau sur l'entretien et la maintenance des ouvrages hydrauliques ; • 145 personnes vulnérables dont 71 femmes ont accès à un emploi pendant 3 mois et plus de 41.507 personnes ont accès à l'eau potable. 	

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
<p>Produit 2.2. Un logement durable et de qualité est garanti aux RDExC et autres groupes vulnérables.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de maisons auto- construites • Nombre de RDExC propriétaires de leur habitation. 	<p>Résultat attendu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1405 rapatriés et déplacés internes accèdent à une habitation décente. <p>Principales réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 familles de rapatriés ont accédé à une habitation décente. Un appui sous forme de matériaux de construction (tôles BG32, faîtières, de clous ordinaires et sacs de ciment) leur a été donné comme contribution à l’auto-construction de 1.000 maisons sur leurs collines d’origine (497 maisons à Cibitoke, 197 à Bubanza et 306 à Bujumbura Rural). 	
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de maisons construites • Nombre de maisons construites & occupées par des RDExC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les maisons achevées et en cours de construction permettront de regrouper 405 familles vulnérables en village et d’accéder à un habitat décent : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 175 maisons en briques stabilisées achevées dont 70 à Bubanza, 34 à Bujumbura Rural et 71 à Cibitoke, ✓ 142 maisons en cours de construction dont 65 à Bubanza, 16 à Bujumbura Rural et 64 à Cibitoke ; ✓ Acquisition de terrain en négociation où seront construites 85 maisons dans Bujumbura Rural. • L’activité a permis à 665 RDExC et autres personnes vulnérables dont 254 femmes de bénéficier d’emplois temporaires pendant 3 mois ; • Les 665 bénéficiaires d’emploi ont également participé à 18 séances de sensibilisation sur la coexistence pacifique et la résolution pacifique des conflits. 	<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le terrain mise à la disposition du projet est insuffisant pour abriter 135 maisons à Bujumbura Rural. <p>Solutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implication du Ministère ayant la réintégration dans ses attribution dans le suivi pour l’attribution des terrains.
<p>Effet 3 : Les systèmes de production et l’entrepreneuriat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par le conflit et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières.</p>		
<p>Produits 3.1. Les communautés ont les capacités techniques et financières pour monter des entreprises locales (agricoles et non agricoles) novatrices, génératrices d’emploi et de revenus ayant une valeur ajoutée pour la consolidation de</p>	<p>Résultats attendus</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois Centres d’Enseignement des Métiers et 3 Centres Jeunes sont réhabilités et équipés ; • Les compétences professionnelles de courte durée sont acquises en métiers pour 2000 RDExC en vue d’une insertion professionnelle ; 	

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
<p>la paix.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) réhabilités et équipés • Qualité de la formation aux métiers en entreprise et en centre d'apprentissage • Nombre de personnes (H/F) • Nombre de personnes (H/F) formées aux métiers en entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> • Les RDExC et les groupements constitués sont initiés à l'épargne à travers le service de reconstruction communautaire; • Les associations sont appuyées pour évoluer vers les coopératives et l'économie de marché ; • Les femmes et les jeunes ont accès au service de micro finances. <p>Principales réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Equipements en commande pour les 3 centres identifiés (CEM de Mpanda à Bubanza, CEM de Nyabisaka en commune Mukike, CEM de Cunyu en commune Buganda) ; • Exécution à 90% des travaux d'électrification du CEM de Nyabisaka ; • Les travaux d'extension et de réhabilitation du CEM de Mpanda vont démarrer. 	
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de Centres Jeunes (CJ) réhabilités et équipés 	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Jeunes de Gihanga en province de Bubanza terminé et doté du matériel de bureau ; • 2 Centre Jeunes de Rugombo en province Cibitoke et Isalé en province Bujumbura Rural sont en cours de finalisation ; • Remise du matériel informatique (12 ordinateurs, 3 photocopieuses, 6 onduleurs, 3 lecteur VCD & VHF, 3 poste téléviseur, 3 imprimante) prévue après réception des bâtiments ; • 90 REDEX dont 21 femmes ont bénéficié d'emplois temporaires pendant 3 mois ; • 18 séances de sensibilisation organisées sur les différents thèmes liés à la consolidation de la paix et la réintégration socioéconomique ; • Equipements sportifs pour les 3 centres Jeunes (ballons de jeux, filets, tables de tennis, etc) en commande. 	
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'associations nouvellement formées • Nombre d'entreprises durables et productives ayant bénéficié d'un soutien 	<ul style="list-style-type: none"> • 1 étude réalisée sur l'état des lieux des associations et coopératives dans les trois provinces ; • 2 études réalisées sur les filières miel et fruits et légumes avec la collaboration de l'API-MIEL et du CNTA ; • 43 Organisations de producteurs regroupant environ 900 personnes sont constituées à l'issue des activités du service de reconstruction communautaire (construction des villages ruraux intégrés, centres pour jeunes et adduction en eau potable) ; • Mobilisation de plus de 52,000,000 FBU d'épargne collective par 43 groupements en vue de développer des microprojets générateurs de revenus de leurs choix ; • Stratégie et mécanismes de recyclage mis au point pour un montant de Fbu 506.003.850 	<p>Contraintes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le financement des microcrédits des femmes et des jeunes a pris du retard suite à la recherche d'un partenariat responsable qui pourra pérenniser le fonds de financement. <p>Solutions :</p> <p>Le ministère ayant le genre dans ses</p>

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
	<p>provenant du recouvrement des crédits octroyés aux femmes dans le cadre de l'ancien projet <i>Femme</i> (PBF-BDI-3). Le recouvrement auprès des bénéficiaires se présente comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ CEC M : 353.397.637FBU (61 ,55 % du montant mis à sa disposition ; ✓ COSPEC : 41.360.891FBU (83%); ✓ FENACOBU : 56.037.165 FBU (81%) ; ✓ MUTEK : 19.553.392 FBU (20.45 %) ; ✓ WISE : 36.654.765 FBU (68;14 %) <p>Le montant recouvré renforcera le fonds mis en place pour faciliter l'accès des femmes aux crédits. Le cadre et les mécanismes de gestion de ce fonds a été conjointement définis avec le ministère ayant le genre dans ses attribution et les institutions de micro finance partenaires.</p>	<p>attribution et ONUFEMMES ont organisés plusieurs séances de travail pour mettre sur pied des mécanismes de gestion et de suivi qui permettront de recycler et de pérenniser le fonds de financement.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de ménages utilisant effectivement les nouvelles techniques agricoles • Proportion de femmes RDExC ayant bénéficié de ressources agricoles (cheptel, formation) 	<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation de l'Etude diagnostique de référence des Organisations de producteurs Agricoles localisées dans le périmètre de Nyamabere et ses alentours : • Elaboration des modules et d'un plan de formation sur les thématiques suivantes : Maraîchage et arboriculture fruitière ; Techniques culturales des principales cultures vivrières ; Nutrition et bonnes pratiques culinaires ; Organisation et gestion ; Gestion des infrastructures d'irrigation et pratiques d'élevage. • 61 membres des organes dirigeants dans 11 associations, ont été formés en organisation et gestion des associations. 	
<p>Produit 3.2. Les systèmes de production agricoles et non agricoles sont diversifiés et renforcés en vue d'assurer la sécurité alimentaire des populations affectées par le conflit.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de micro-entreprises créées dans des domaines identifiés comme porteurs à la suite de projets de création rapide d'emplois temporaires. • Niveau de revenu des associations agricoles et non-agricoles appuyées/créées • Situation alimentaire dans les communes appuyées. 	<p>Résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les capacités des producteurs sont renforcées au moyen de l'approche « Champ Ecole paysan ». • La diversification des productions agricoles et animales (cultures à haute valeur ajoutée horticulture maraîchère et fruitière et unités d'élevages de caprins, apiculture) est promue. <p>Principales réalisations:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification et formation méthodologique sur l'approche Champ, Ecole Paysan (CEP) de 24 facilitateurs et 6 superviseurs. • Suivi et encadrement des facilitateurs sur terrain. • Acquisition des semences de pré base auprès de l'ISABU (arachide, soja) et leur remise à 11 organisations de producteurs agricoles pour la multiplication des semences en cours ; • Identification des bénéficiaires : 76 associations de bénéficiaires de l'horticulture (17 de Bujumbura Rural, 32 de Bubanza et 27 de Cibitoke), 8 associations pour la 	

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
	<p>multiplication des semences de soja et d'arachide et 47 pour la multiplication des semences et l'intensification rizicoles, mise en place de 410 unités caprines en cours de finalisation dans les trois provinces ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification des partenaires de mise en œuvre : DPAAE pour l'élevage de caprins, CFR Cibitoke pour l'apiculture, et DPAAE Bujumbura ; • Identification des sites de travail pour les spéculations retenues et multiplication de semences à haute valeur ajoutée choisies (arachide, soja) à Gahwazi et Bugarama, commune Mpanda. • Elaboration des microprojets de renforcement de la filière poisson, de la pisciculture et la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles. 	
<p>Produit 3.3. Les services et les infrastructures d'appui à la production et à la commercialisation sont mis en place/renforcés</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau de revenu des ménages extra-agricoles. • Nombre de micro-entreprise et d'association s'appuyant sur les infrastructures nouvellement créées ou réhabilitées. • Existence d'un système de gestion communautaire des infrastructures construites ou réhabilitées • 	<p>Résultats attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les unités visant la conservation et la transformation de la production agricole et la commercialisation sont renforcées (hangars de stockage, points de vente, unité de transformation etc.). • Les infrastructures hydro-agricoles dans les périmètres irrigués sont réhabilitées à travers la création rapide d'emplois temporaires (aménagement des bassins versants, des marais et mise en valeur des terrains agricoles, reboisement). <p>Principales réalisations:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'identification des points d'implantation et de mise en place des unités de collecte, tri, conditionnement et commercialisation des produits maraichers, est en cours à Bujumbura (Muberure en commune Isare), Bubanza (Musenyi en commune Mpanda) et Cibitoke (CFR en commune Rugombo) ; • Appui en formation, distribution des semences et petit matériel à deux associations de Gitaza et Mpanda, pour la mise en place d'unités de productions de champignons ; • Etablissement de la situation de référence, inventaire des besoins en pêche, pisciculture et horticulture ; • 70 bénéficiaires à Kanyosha et 50 à Mpanda, formés en myciculture ; • Appui au conditionnement, transformation et commercialisation du poisson séché : formation & encadrement des pêcheurs et pisciculteurs ; • Les processus d'acquisition du matériel de congélation et de commercialisation des poissons à haute valeur ajoutée : Mukeke, Sangala et Kué, est en cours. • La contractualisation entre la FAO et la BNDE est en cours de finalisation pour la mise en place d'un fonds mixte de crédit et de garantie permettant un accès aux équipements et à la technologie appropriés. 	<p>Contraintes :</p> <p>Difficulté à avoir l'attribution de parcelles.</p> <p>Solutions :</p> <p>Les DPAAE vont aider à l'acquisition de lettres d'attribution au niveau de l'administration</p>

Effets / Produits / Indicateurs	Résultats attendus et réalisations	Contraintes et solutions proposées
<ul style="list-style-type: none"> • Qualité des structures créées ou réhabilitées dans le cadre de projets de création rapide d'emplois temporaires. • Existence de structures d'encadrement et d'orientation socio-économique des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation et validation de l'étude technique de faisabilité pour la réhabilitation du périmètre irrigué de Nyamabere. • Réalisation et validation d'une étude de référence de la situation des communautés de producteurs. 	
<p>Planification, coordination & suivi du programme</p>	<p>Principales réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 atelier de planification opérationnelle pour 2012 • 4 réunions du CTS organisées dont 2 en provinces; • Mécanismes de coordination et de suivi mise en place pour les revues mensuelles provinciales : 4 ateliers provinciaux et 1 atelier national organisés; • 4 réunions de suivi-coordination avec les Experts sectoriels organisées; • Mise en place d'une base de données fonctionnelle pour le suivi du programme; • Production du Rapport annuel 2011 et 2 rapports semestriels 2012 	<p>Contrainte : Difficulté de coordonner le travail de 6 Agences de mise en œuvre.</p> <p>Solution proposée : Tenue régulière des réunions pour l'orientation et la de concertation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité de pilotage conjoint : 1 fois par semestre - Comité technique de suivi : 1 fois par trimestre ; - Experts sectoriels : 1 fois par mois et autant de fois que de besoin en impliquant les partenaires de mise en œuvre.
<p>Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats :</p> <p>La recherche des synergies entre les six Agences de mise en œuvre ainsi que le renforcement des partenariats avec les ONGs et autres intervenants locaux ont permis d'accélérer la mise en œuvre du programmes et d'enregistrer des progrès appréciables.</p> <p>Le plan de renforcement des capacités du ministère de tutelle, la création d'une base de données sur la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration et l'étude de profilage des personnes déplacées internes permettront de renforcer les capacités de coordination du ministère. Dans le souci de renforcer la coordination et le suivi de proximité qui visent l'appropriation et la pérennisation des résultats par l'administration locale et les services techniques décentralisés, des Groupes Technique de Travail au niveau des Provinces sur la Villagisation (GTTPV) ont été mis en place dans chaque province.</p> <p>La participation du groupe cible dans la construction ou la réhabilitation des infrastructures communautaires a permis d'atteindre trois objectifs : (i) amélioration de l'accès aux services sociaux de base, (ii) accès à l'emploi temporaire et au revenu et (iii) et amélioration de la cohésion sociale. L'implication des communautés dans les discussions sur les thèmes liés à la cohabitation pacifique et aux droits de la personne humaine, a été une occasion pour les activités socioculturelles de sensibiliser les populations sur la nécessité de contribuer, chacun à son niveau, à la consolidation de la paix dans la communauté.</p> <p>Le programme contribue à pérenniser les acquis des projets PBF antérieurs notamment par le recyclage des fonds mis en place pour donner des microcrédits aux femmes et aux jeunes.</p>		